

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 05/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOUCHE PAPERS

146 rue Jean Mermoz
88100 Sainte-Marguerite

Références : S-24-234RP
Code AIOT : 0006202062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2024 dans l'établissement SOUCHE PAPERS implanté 142 rue des Papeteries 88650 Anould. L'inspection a été annoncée le 23/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral du 3 avril 2018, l'exploitant a été mis en demeure de réaliser des investigations complémentaires sur l'état de pollution du site mis en évidence par l'étude TUV réalisée en 2016 et de transmettre un plan de gestion.

Dans son rapport du 27 novembre 2023 référencé S-23-1304RP, l'inspection a émis son avis sur le plan de gestion des pollutions mises en évidence sur le périmètre opérationnel de l'EPFGE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUCHE PAPERS
- 142 rue des Papeteries 88650 Anould
- Code AIOT : 0006202062
- Régime : Autorisation – Cessation d'activité
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOUCHE PAPERS était autorisée par arrêté préfectoral n° 443/2010 du 23 février 2010 à produire 64 000 tonnes/an de papier couché.

Par jugement du Tribunal de Commerce d'Epinal du 11 septembre 2012, la liquidation de la société a été prononcée. Maître VOINOT a été désigné liquidateur sur ce dossier et devient à ce titre, représentant de l'ancien exploitant.

La notification de cessation d'activités a été reçue par Monsieur le Préfet des Vosges le 18 septembre 2013.

La présente visite concerne uniquement le secteur constitué du bâtiment administratif, des garages et de la halle de stockage occupés par la société TECHNIDEPOL (hors périmètre EPFGE).

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1	AP de Mise en Demeure du 03/04/2018, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Nomenclature des installations classées - Rubrique 2718	Décret du 06/06/2018	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a permis de faire le point sur les investigations complémentaires à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/04/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Investigations complémentaires et plan de gestion
Prescription contrôlée : La société SOUCHE PAPERS, représentée par son liquidateur judiciaire Maître VOINOT, est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement.
Constats : La mise en demeure porte notamment sur la réalisation d'investigations complémentaires sur l'état de pollution du site mis en évidence par l'étude TUV réalisée en 2016 et la transmission d'un plan de gestion. Pour rappel, l'étude TUV a pointé deux sources potentielles de pollution sur le périmètre du site qui fait l'objet de la visite d'inspection : - source n°6 : ancien stockage de gasoil-essence sur la zone des bureaux et garages ; - source n°13 : tour à rectifier, l'échantillon prélevé présente une teneur en Hydrocarbures de 2490 mg/kg. Les investigations doivent porter sur : - la confirmation ou non de la présence des cuves de gasoil-essence et la réalisation d'un diagnostic des sols ; - l'évaluation du volume de terres polluées au droit du tour à rectifier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, représenté par Maître VOINOT, transmettra à l'inspection : - les justificatifs sur la présence ou non des cuves de gasoil-essence ; - les résultats des diagnostics sols complémentaires à réaliser sur les deux zones sus-visée ; - le plan de gestion des pollutions mises en évidence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Nomenclature des installations classées - Rubrique 2718

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018
Thème(s) : Situation administrative, Installation de transit de déchets dangereux
Prescription contrôlée : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges 2. Autres cas
Constats : Compte tenu de l'activité de la société TECHNIDEPOL, l'inspection attire l'attention du propriétaire sur l'activité "Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux" qui doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées si la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente sur le site est supérieure ou égale à 1 t. Au jour de la visite l'inspection constate la présence d'une dizaine de containers vides (cuves 1000l, citernes...). La société utilise ces containers quand elle intervient sur sites pollués pour évacuer divers déchets solides ou liquides ou pour déposer une citerne de secours.
Type de suites proposées : Sans suite